

67/111

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Préparation de la Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés

RAPPORT DE LA MISSION MINISTERIELLE EN GAMBIE, AU LESOTHO,
AU MALAWI ET AU SOUDAN DU 15 MARS - 15 AVRIL

1981

Rapport présenté par le Chef de la mission,
Son Excellence Teferra Wolde Senait, Ministre des finances de l'Ethiopie

et

M.A. El-Egaily, Administrateur
Commission Economique pour l'Afrique

(version résumée du rapport original
en anglais)

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Introduction générale

DEUXIEME PARTIE : Récapitulation et conclusions

TROISIEME PARTIE : Examen par pays

A. Gambie - problèmes et perspectives

B. Lesotho - problèmes et perspectives

C. Malawi - problèmes et perspectives

D. Soudan - problèmes et perspectives

QUATRIEME PARTIE : Annexes

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION GENERALE

I. Introduction

Les deux dernières décennies du développement n'ont pas eu un impact considérable sur l'économie des pays les moins avancés en général et celle des pays africains en particulier. Les performances des années 70 comparées à celles des années 60 ont regressé à maints égards. Le passage de la croissance du PIB par habitant de 1,1 p. 100 dans les années 60 à 0,8 p. 100 dans les années 70 montre bien la détérioration de la situation économique des pays africains les moins avancés. Les taux de croissance de l'agriculture et de la production alimentaire ont été inférieurs à la croissance de la population, provoquant ainsi de graves déficits alimentaires. La croissance du secteur manufacturier a diminué, passant de 8,8 p. 100 dans les années 60 à 3,3 p. 100 dans les années 70. Tous ces chiffres traduisent la faiblesse du niveau des investissements et l'insuffisance des ressources octroyées à ces pays. Par ailleurs, outre la détérioration de la situation économique des pays africains les moins avancés, leurs dettes extérieures ont augmenté par suite de l'insuffisance du mouvement des ressources réelles à des conditions de faveur. Qui pis est, des sécheresses persistantes et d'autres obstacles naturels ont alourdi le fardeau de ces pays. L'augmentation rapide du prix du pétrole, les pénuries alimentaires, les déficits du compte des opérations courantes, les difficultés de balance des paiements et les pressions inflationnistes ininterrompues menacent la survie même des pays africains les moins avancés.

Des efforts modestes ont été effectués tant sur la plan national qu'international pour réduire le niveau de la pauvreté. Mais ces efforts ne sont guère suffisants tant du point de vue du volume que de la qualité des ressources octroyées à ces pays. L'aide bilatérale et multilatérale a été insuffisante, incertaine et liée à la nature des projets. L'octroi de l'aide étrangère et l'utilisation de cette aide ont été un long processus, ce qui a entraîné des retards considérables et beaucoup de frustrations.

En ce qui concerne les problèmes eux-mêmes, ils varient d'un pays à l'autre pour ce qui est de leurs particularités bien qu'ils soient semblables en nature. Dans quelques-uns des pays les moins avancés, les problèmes les plus immédiats et les plus urgents sont les pénuries alimentaires et l'absence de devises nécessaires

pour payer les importations, y compris le pétrole et d'autres produits de première nécessité. Dans d'autres, alors que les problèmes susmentionnés existent également, le service de la dette et les déficits de balance des paiements créent une situation critique. En plus de ces problèmes, certains des pays africains les moins avancés sont des pays sans littoral et sont, par conséquent, deux fois plus exposés que les autres du fait des coûts élevés des services de transport et autres qu'ils doivent payer. La situation économique de ces pays est inacceptable et doit être fondamentalement changée dans le cadre du nouvel ordre économique international.

Consciente de la gravité des problèmes de développement, l'Afrique a, pour la première fois, élaboré un plan d'action pour la prochaine Décennie pour le développement. Le Plan d'action de Lagos a, comme il se doit, mis l'accent sur les problèmes spécifiques que rencontrent les pays africains les moins avancés et a recommandé des mesures applicables surtout dans des domaines cruciaux comme l'agriculture et la production alimentaire, l'utilisation de l'énergie ainsi que les ressources nécessaires pour faire face aux besoins immédiats de ces pays et à leur développement à long terme.

En ce qui concerne le développement agricole, l'objectif principal est triple : autosuffisance dans la production alimentaire, expansion et diversification des exportations et production de matières premières suffisantes pour les agro-industries. Pour atteindre ces objectifs, il est tout à fait impérieux de lancer une campagne de productivité dans le domaine agricole. La stratégie principale consiste, entre autres, à fournir des facteurs de production techniques et à améliorer la technologie en vue d'accroître le rendement. Il faudra également fournir les infrastructures nécessaires, en particulier des routes de desserte, ainsi que des moyens de commercialisation et de stockage et des facilités de crédit. A chaque fois que ce sera possible, il faudra lancer des programmes d'irrigation simples en prévision des périodes de sécheresse grave. La stratégie ne doit en aucun cas se limiter aux mesures techniques. Celles-ci doivent être renforcées par des réformes sociales, partout où elles sont nécessaires, par une politique adéquate de fixation des prix ainsi que par la mise en place et le développement d'institutions y compris des coopératives. Tout ceci suppose qu'il faudra allouer davantage des ressources pour améliorer la productivité, couvrir le coût du financement des plans de stabilisation et assurer la sécurité dans le domaine alimentaire.

Dans le domaine de l'énergie, il faudra dans l'immédiat faire des efforts en vue de réduire les importations coûteuses de pétrole et exploiter des énergies de remplacement telles que l'énergie solaire et l'énergie géothermique. Ces efforts doivent être suivis d'une exploration systématique des ressources y compris des minéraux et des ressources hydrauliques pour le développement de l'agriculture et les besoins d'énergie. Ici encore, une assistance financière aux conditions les plus privilégiées serait indispensable pour développer ce secteur vital. Il convient de souligner que les ressources nécessaires pour soutenir la balance des paiements et promouvoir un développement à long terme devraient être substantielles. L'amélioration des conditions et modalités de l'aide, y compris l'aide non liée, le financement des dépenses locales et l'assistance sous forme de remise de dettes sont des traits essentiels de l'assistance aux pays les moins avancés.

La situation critique des pays les moins avancés a été l'objet de nombreuses discussions et recommandations dans divers forums internationaux. Il suffit de mentionner ici que la plupart des résolutions adoptées n'ont pas encore été appliquées. Ceci constitue la tâche la plus urgente à laquelle doit s'atteler la communauté internationale au cours de la troisième Décennie pour le développement. A sa cinquantième session, la CNUCED a, dans sa résolution 122 (V), lancé un nouveau programme pour les pays les moins avancés. Ce programme comporte deux phases :

a) Le programme d'action immédiate (1979-1981) est destiné à apporter un soutien immédiat à l'économie des pays les moins avancés afin de faire face à leurs besoins immédiats et de jeter les bases nécessaires pour un développement à long terme.

b) Le nouveau programme d'action substantiel pour les années 80. Cette phase vise à transformer fondamentalement l'économie des pays les moins avancés grâce à des changements d'ordre structurel. Il faudra, entre autres, répondre aux besoins fondamentaux des pauvres des villes et des campagnes, apporter une aide d'urgence lors des catastrophes naturelles et en cas de déficit imprévisible dans la mobilisation des ressources, identifier et exploiter les possibilités d'investissement qui permettraient de transformer l'économie des pays les moins avancés et les amener à un développement auto-entretenu.

En vue de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui se tiendra en septembre 1981 à Paris, la Commission économique pour

l'Afrique a recommandé la tenue d'une Conférence des ministres des pays africains les moins avancés afin :

a) d'examiner et évaluer les conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés au cours des années 70 ;

b) d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en application du Programme d'action immédiate (1979-1981) et du nouveau Programme d'action substantiel pour les années 80 ;

c) d'étudier les modalités de l'aide ;

d) de préparer le programme de travail de la CEA pour les pays africains les moins avancés y compris l'évaluation et la coordination des activités régionales et internationales en faveur de ces pays et

e) de faire le point des préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et les questions connexes.

En application de la recommandation susmentionnée, la CEA a envoyé des missions dans les pays africains les moins avancés en vue de discuter avec les fonctionnaires pertinents des pays africains les moins avancés. Aux termes de son mandat, la mission ministérielle dépêchée auprès des pays africains les moins avancés aura, entre autres, discuté avec les fonctionnaires concernés des pays respectifs des problèmes ci-dessus mentionnés, des préparatifs et de ce qu'ils espèrent tirer de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, des réunions de consultation par pays et de la Conférence des ministres de la CEA. Le présent rapport est fondé sur les conclusions de la mission qui a visité le Lesotho, le Soudan, le Malawi et la Gambie.

DEUXIEME PARTIE : RECAPITULATION ET CONCLUSIONS

La mission qui a visité le Lesotho, le Soudan, le Malawi et la Gambie du 15 mars au 15 avril 1961 a eu de longues discussions avec les autorités compétentes de ces pays, en particulier avec les ministres du Plan, des finances, de l'agriculture, des transports et des communications ainsi qu'avec les représentants d'autres organisations telles que les Banques centrales. Les discussions ont porté sur des questions de fonds relatives au développement ainsi que celles qui ont trait aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, y compris l'examen par pays et les dispositions en aval de la conférence. Sur la base de discussions et de l'examen des données et des informations disponibles sur les pays visités, on peut effectuer la récapitulation et tirer les conclusions suivantes :

Performances des économies

L'examen des performances générales des économies de ces pays au cours de la dernière décennie révèle qu'il y a eu une stagnation de la croissance et, en fait, une croissance négative dans certains pays. Cette sombre perspective est confirmée par les taux de croissance du PIB, la stagnation de l'agriculture due en particulier aux conditions climatiques adverses, la détérioration des termes de l'échange avec le déficit croissant du compte des opérations courantes et l'aggravation de la situation de la balance des paiements, surtout vers la fin de la décennie et au début des années 60.

Le mouvement des ressources accordées à des conditions de faveur pour soutenir la balance des paiements et répondre aux besoins de développement n'a pas été assez important pour corriger les déséquilibres existants et amorcer un développement sur des bases solides en vue de faire face aux besoins sociaux et économiques pressants de ces pays. Il y a eu une baisse continue des excédents courants des finances publiques qui constituent un important élément d'investissement des économies de ces pays.

L'augmentation du prix du pétrole et des importations alimentaires a créé de sérieuses difficultés à ces pays du fait des conséquences néfastes qu'elle a eues sur les réserves de devises et sur la balance des paiements.

Le service de la dette est manifestement devenu un fardeau avec le durcissement des conditions et modalités des emprunts et des crédits extérieurs qui a alourdi le fardeau de la dette de ces pays.

Le taux d'inflation mondial, l'escalade des prix intérieurs surtout ceux des produits de première nécessité et l'existence du chômage en particulier dans les zones urbaines ont rendu la situation économique insupportable aux populations.

Alimentation et agriculture

La stagnation de l'agriculture, ajoutée à la persistance de la sécheresse surtout vers la fin des années 70 a causé dans tous ces pays de graves pénuries alimentaires, grévant ainsi les maigres ressources de devises, et ce en dépit de l'assistance extérieure octroyée à titre gratuit. Dans les quatre pays, le pourcentage des importations alimentaires dans le total des importations a augmenté ; dans certains de ces pays, le coût des importations alimentaires représente jusqu'à 20 p. 100 des recettes d'importation. Il est par conséquent impérieux qu'au cours des années 80, l'action principale pour le développement de l'agriculture, surtout dans le cadre du programme à court terme, porte sur la production alimentaire. Pour cela, il est indispensable :

a) de faire de sérieux efforts en vue d'intensifier l'utilisation des facteurs de production techniques, y compris l'utilisation de meilleures semences et l'introduction de meilleures méthodes culturales, la fourniture de moyens de transport, de commercialisation, de stockage et de facilités de crédit ;

b) d'élaborer et de mettre en application des réformes relatives à l'utilisation des terres tant pour le rendement des cultures que pour le développement et l'élevage ;

c) de maintenir un bon équilibre entre la production des céréales alimentaires et celle des cultures d'exportation ;

d) de formuler et de mettre en application des politiques de fixation des prix et des plans d'incitation appropriés afin d'élever et de soutenir le niveau de la productivité ;

e) d'allouer à l'agriculture des ressources suffisantes surtout d'origine extérieure, d'un volume considérable, ou aux meilleures conditions de faveur ;

f) d'accélérer la formation de la main-d'oeuvre, d'effectuer des recherches et d'améliorer les rouages institutionnels et organisationnels en vue de répondre aux besoins pressants de ce secteur vital de l'économie grâce à la mise en oeuvre d'un système d'assistance technique bien conçu et coordonné.

Au cours des discussions qu'elle a eues avec les autorités compétentes, la mission a pu constater que celles-ci avaient pleine conscience des priorités et des difficultés liées à leur mise en oeuvre. Il appartient à chaque pays de tenir compte des circonstances qui prévalent et de prendre des mesures de politique générale qui s'imposent. Ce sont là des problèmes prioritaires auxquels les pays africains les moins avancés doivent faire face dans l'avenir. Il faudra, par ailleurs, presser les donateurs pour qu'ils apportent des ressources financières et techniques substantielles pour la campagne de productivité agricole ainsi que pour le financement des plans de stabilisation et les besoins en matière de réserves.

Industrie

Les agro-industries de substitution aux importations et de transformation des produits primaires d'exportation restent la base de l'industrialisation, bien qu'il existe dans certains pays, de fortes raisons de développer les industries extractives. Cependant, il faudra utiliser judicieusement les capacités existantes avant de procéder à de nouveaux investissements. Au nombre des facteurs qui entravent le développement de l'industrie, il faut citer les pénuries d'énergie, les problèmes liés à l'acquisition des pièces détachées et des facteurs de production nécessaires. Ces problèmes doivent être résolus en priorité si l'on veut parvenir à un développement industriel valable.

Par ailleurs, il est fortement recommandé d'examiner la gestion des entreprises publiques en vue d'améliorer leur efficacité, leur productivité et leur aptitude à mobiliser des ressources.

Energie

L'augmentation du prix du pétrole constitue l'une des menaces les plus sérieuses au développement des pays africains les moins avancés à cause des limitations qu'elle impose à l'utilisation à court terme d'énergies de remplacement. Les pays visités par la mission consacrent 30 à 90 p. 100 de leurs recettes d'exportation au paiement de leurs importations de pétrole. Il est par conséquent évident qu'il faudra prendre des mesures spéciales en vue de faciliter le paiement des importations de pétrole, de développer l'utilisation d'énergies de remplacement, y compris le développement des hydrocarbures et de l'énergie électrique. Cette dernière est particulièrement importante puisqu'il semble que les pannes de courant soient, entre autres, responsables de la sous-utilisation de la capacité de production des industries.

Transports et communications

Ce secteur est également crucial, en particulier pour les pays sans littoral comme le Lesotho et le Malawi. La mission a pu constater que des investissements relativement importants ont été effectués dans l'infrastructure au cours des années 70 dans la plupart des pays visités. Il est recommandé d'établir un équilibre et des relations judicieux entre le secteur des transports et des communications et les autres secteurs. A cette fin, il faudrait peut-être revoir l'ordre des priorités en faveur d'investissements directement productifs sans pour autant négliger ce secteur important.

Programme d'action immédiate (1979-1981)

Les discussions avec les autorités des pays respectifs ont révélé que certains pays travaillent sur la base de programmes annuels, d'autres sur la base de programmes quinquennaux et qu'un pays a lancé un programme d'investissement triennal. Au cours de cette période, il a été constaté que quelques donateurs seulement ont répondu à l'appel qui leur avait été lancé pour qu'ils apportent une aide spéciale à ces pays et leur allouent très rapidement des ressources substantielles à des conditions de faveur.

On constate la même lenteur dans l'application des résolutions de la CNUCED relatives à la remise des dettes ou leur transformation en dons. Au contraire, le

fardeau de la dette de la plupart des pays s'est alourdi en raison du recours aux crédits commerciaux en vue de s'adapter à la crise actuelle essentiellement due à la sécheresse et aux importations de produits alimentaires et pétroliers.

Nouveau programme substantiel

La plupart des pays les moins avancés qui ont été visités possèdent un programme d'investissement quinquennal et quelques-uns un plan de développement quinquennal. Les besoins en matière de ressources pour les années 80 tant pour faire face aux difficultés actuelles - pénuries alimentaires, importations pétrolières, service de la dette et problèmes généraux de balance des paiements - que pour assurer un investissement à moyen et à long termes sont considérables en raison du fait que le programme d'action immédiate n'a pas été entièrement exécuté comme indiqué ci-dessus. Les pays africains les moins avancés ont mis au point des stratégies à court et à long termes. A court terme, ils auront en particulier à se consacrer à des ajustements d'ordre structurel tels que le choix d'investissements rapidement rentables permettant de redresser l'économie et de relancer le développement.

Sur la plan de ressources, il importe d'examiner d'urgence de nouvelles possibilités d'assurer aux pays les moins avancés au cours des années 80 des ressources massives aussi bien de sources bilatérales que multilatérales si l'on souhaite que les investissements soient réalisés et que les plans de développement exécutés avec la rapidité voulue, car tout retard aboutirait à une aggravation des difficultés actuelles. A cet égard, il est recommandé :

- a) que la communauté internationale accepte l'idée d'un programme d'action exceptionnel pour faire face non seulement aux besoins d'ajustement à la crise actuelle, mais également à ceux d'un développement à moyen et à long termes ;
- b) que l'assistance à des conditions de faveur octroyée dans le cadre de l'aide publique au développement, y compris celle de l'OPEP et des institutions multilatérales, soit considérablement accrue afin de compenser la non réalisation de tous les objectifs ;
- c) que les ressources octroyées soient rapidement disponibles grâce à un as-

souplissement des procédures et que l'aide ne soit pas liée à la nature des projets ;

- d) que des mesures urgentes soient prises pour alléger le fardeau de la dette en particulier au cours de la période d'ajustement ;
- e) que des dispositions spéciales soient prises pour financer les importations de pétrole et de produits alimentaires ;
- f) qu'une aide à des conditions de faveur soit accordée pour le développement de l'énergie ;
- g) qu'une attention particulière soit immédiatement accordée à l'aide alimentaire et aux secours en cas d'urgence.

Modalités de l'aide

L'insuffisance du volume ainsi que la qualité de l'aide constituent généralement un sujet de préoccupation pour les responsables des pays visités. Ils pensent que les donateurs n'ont pas pleinement répondu à l'appel qui leur avait été lancé pour qu'ils apportent une aide spéciale aux pays africains les moins avancés ainsi que le prévoient le Programme d'action immédiat et le nouveau programme substantiel pour la troisième Décennie du développement.

Un accent particulier a été mis sur le durcissement des clauses et des modalités de l'aide en particulier vers les années 70 alors que les pays concernés avaient à faire face à de nombreuses difficultés. Il a également été indiqué que peu de donateurs ont bien voulu payer une part importante des dépenses locales. En raison de la procédure suivie par les donateurs, il y a eu des retards considérables dans le remboursement des fonds payés à l'avance, ce qui a créé de sérieuses difficultés de trésorerie.

Il est, par conséquent, recommandé que les donateurs prennent en considération la situation particulière des pays africains les moins avancés et leur fournissent une assistance substantielle sous forme de dons. L'assistance devra également porter sur le financement des dépenses locales y compris les dépenses renouvelables liées aux programmes de développement. Par ailleurs, il est indispensable de fournir

une assistance pour soutenir les balances des paiements en plus de l'assistance pour les besoins de développement à long terme. Il est également important que les secours en cas d'urgence soient suffisants et rapidement apportés pour répondre aux besoins pressants de ces pays.

Pour atténuer les difficultés auxquelles ont à faire face actuellement les pays africains les moins avancés, en particulier le fardeau du service de la dette, il est demandé que les donateurs prennent immédiatement des mesures en vue d'annuler les dettes ou de les transformer en dons.

Afin d'accroître le volume et d'améliorer la qualité des ressources octroyées aux pays africains les moins avancés, il est également important de simplifier et d'assouplir les procédures des donateurs pour que l'aide ne soit plus liée à la nature des projets et que les contributions correspondent davantage aux montants annoncés. Ce sont là quelques-uns des principaux points issus des discussions que les membres de la délégation ont eues au cours de leur mission et il faudrait que la communauté internationale soit amenée à étudier les moyens de lever ces contraintes.

Exposés à présenter par les pays

La plupart des pays ont déjà préparé des exposés concernant leurs programmes d'investissement. Cependant, l'un des pays n'a pas encore élaboré le document en question. Les membres de la mission ont souligné l'importance attachée aux réunions de consultation par pays avec les donateurs. Les quatre pays ont manifesté leur soutien total en faveur des dispositions prises et ont exprimé leur gratitude à la CEA pour avoir pris l'initiative d'avoir contribué aux préparatifs de la Conférence en organisant, entre autres, des missions ministérielles. Certains pays ont indiqué qu'ils avaient déjà eu des rencontres avec leurs donateurs et que les prochaines réunions de consultations feraient suite aux conclusions précédentes et aux engagements préalables.

Tous les pays ont exprimé leur soutien à la Conférence ministérielle qui devait se tenir en juillet et ont accepté d'y participer effectivement afin d'harmoniser les positions des pays africains les moins avancés en vue de la Conférence des Nations Unies qui se tiendra à Paris en septembre 1981.

En ce qui concerne la Stratégie africaine, la mission a eu des échanges de vues sur le Plan d'action de Lagos et estime à cet égard que le Plan d'action doit servir de base à l'élaboration de toute stratégie future.

La Conférence des Nations Unies/Actions à entreprendre après la conférence

Malgré l'enthousiasme manifesté pour la prochaine Conférence des Nations Unies sur les pays africains les moins avancés, nul ne peut en ce moment prévoir l'issue de cette Conférence. La plupart des pays ont, par conséquent, exprimé leur inquiétude et leur angoisse à ce sujet. Ils estiment en général que la communauté internationale doit plus que jamais s'engager dans la mesure où c'est la survie même des pays africains en général et des pays africains les moins avancés en particulier qui est en jeu. Il a été souligné que les problèmes d'ajustement à la crise économique mondiale et les ressources nécessaires pour faire face aux besoins de développement de ces pays dépassent leurs moyens actuels. Il est, par conséquent, impérieux d'entreprendre des actions concertées pour que des engagements concrets soient pris et traduits dans les faits dans un délai donné.

A cet égard, les institutions internationales comme la CNUCED doivent fournir l'assistance nécessaire en vue d'amener les donateurs à s'engager politiquement en faveur de la Conférence et à s'y faire représenter effectivement à un niveau élevé.

La Commission Économique pour l'Afrique a, pour sa part, un rôle très important à jouer dans l'harmonisation de la position des pays africains les moins avancés et la formulation des conditions particulières qui sont les leurs puisqu'ils constituent les deux tiers de l'ensemble des pays les moins avancés.

En ce qui concerne les actions à entreprendre après la Conférence, la plupart des pays n'ont, pour le moment, formulé aucune proposition concrète. Ils semblent en général adopter une attitude de réserve en attendant les résultats de la Conférence. Cependant, les pays préfèrent apporter leur soutien aux institutions existantes plutôt que d'en créer de nouvelles pour suivre les affaires des pays les moins avancés. Certains pays ont, en fait, exprimé de fortes réserves en ce qui concerne la création de nouvelles institutions dans la mesure où cela aboutirait à une prolifération d'institutions. Comme cela avait été indiqué, les institutions tant régionales qu'internationales comme la CEA et la CNUCED ont, chacune, un rôle important à jouer en tant que

porte-parole des intérêts des pays les moins avancés. La CEA par exemple, doit continuer d'examiner la situation économique des pays africains les moins avancés, de coordonner leurs positions et de suivre l'évolution de la situation internationale en collaboration avec la CNUCED. Les institutions nationales des pays respectifs ont leur rôle à jouer, avec l'assistance du PNUD, pour ce qui est de suivre les aspirations de leurs pays et leur participation effective dans les efforts globaux déployés en vue de la mobilisation des ressources.

A cette fin il est recommandé de renforcer les institutions existantes en leur assignant un mandat bien déterminé et en mettant en place le dispositif organisationnel nécessaire en vue de traduire dans les faits les conclusions de la Conférence des Nations Unies.

En conclusion, les membres de la mission voudraient exprimer leur gratitude à toutes les autorités et représentants des diverses institutions des pays respectifs pour l'assistance qu'ils leur ont apportée en vue de faciliter leur mission et pour les opinions franches qu'ils ont exprimés sur les problèmes vitaux qui se posent à leurs pays respectifs et à l'ensemble des pays les moins avancés. On pourrait suggérer ici qu'il conviendrait de préparer ces missions d'un manière judicieuse car cela permettrait d'avoir des échanges de vues plus fructueux avec toutes les parties concernées et de formuler des stratégies en vue d'améliorer le sort des pays africains les moins avancés.

TROISIEME PARTIE : CONSULTATION PAR PAYS

A. GAMBIE : PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Introduction :

Les résultats économiques obtenus en Gambie au cours des dix dernières années reflètent la dépendance trop lourde du pays à l'égard de la principale culture marchande, l'arachide qui représente 40 p. 100 du produits intérieur brut et 90 p. 100 des exportations du pays. Les recettes d'exportation sont sujettes aux fluctuations dues aux conditions et aux cours mondiaux des produits de base. Au cours des trois dernières années 70 en particulier, l'économie a souffert d'une série de sécheresses qui ont touché tous les pays sahéliens. La production d'arachide a chuté de presque

50 p. 100 atteignant son niveau le plus bas au cours de la décennie. Cette baisse a eu des répercussions graves aussi bien sur le secteur des exportations que sur les activités économiques nationales.

Parce qu'il y a eu des pénuries de produits alimentaires - des principaux produits que sont le mil, le sorgho, le riz et le maïs - les importations de riz qui constituent environ 40 p. 100 des importations alimentaires soit 20 p. 100 des importations totales ont augmenté opérant ainsi une ponction sur les réserves de devises.

Pour aggraver la situation, la facture d'importation de pétrole n'a cessé d'augmenter allant jusqu'à absorber 13 p. 100 des importations totales soit 30 p. 100 des recettes d'exportation, ce qui fait une augmentation de moins de 10 p. 100 au cours des cinq premières années.

L'effet net de ces contraintes sur l'économie de la Gambie au cours des années 70 s'est traduit par une stagnation économique, la détérioration des termes de l'échange et des problèmes de balance de paiements de plus en plus aigus. Les implications sur le plan des politiques pour le Gouvernement comme pour la plupart des pays les moins avancés c'est qu'il faut nécessairement une détermination plus forte des mesures concrètes pour opérer les ajustements que nécessitent les problèmes immédiats et à court terme et résoudre les tâches de développement à long terme.

Résultats économiques globaux

Le programme d'investissements du Gouvernement pour la décennie a débuté avec ce qu'on a appelé "the Third Capital Expenditure Programme" (le troisième programme de dépenses d'équipement) couvrant la période 1970/71 à 1974/75. Dans ce programme, on a insisté essentiellement sur certains projets importants du secteur public de façon à élargir la base agricole, réorganiser les services publics et éliminer d'autres contraintes, il s'agirait par exemple de réorganiser les institutions de façon à améliorer leurs moyens d'exécution. Ce programme venait compléter deux programmes précédents qui donnaient la priorité aux activités sociales et administratives ainsi qu'aux services de communications.

Les premières tentatives de planification du développement ont commencé avec le premier Plan quinquennal (1975/76 - 1980/81) qui a surtout mis l'accent sur le développement rural, le développement agricole notamment, la diversification de la production d'arachides et l'auto-suffisance en ce qui concerne les céréales. L'objectif principal de ce Plan était de réaliser un taux de croissance moyenne annuelle de 4,5 p. 100 du PIB. En raison de difficultés d'exécution, le plan a été prolongé sur six ans. Le total des dépenses consacrées au développement à la fin des six années est estimé à environ 420 millions de D, ce qui représente 70 p. 100 des dépenses prévues pour le premier Plan quinquennal. Sur ce total 70 p. 100 ont été financés sur des ressources extérieures alors que 30 p. 100 des dépenses ont été couvertes par des ressources intérieures.

Si nous examinons la part des investissements publics qui est allée aux différents secteurs au cours du premier Plan quinquennal, nous voyons que 43 p. 100 de ces 420 millions sont allés aux infrastructures, aux transports et aux communications, 13,6 p. 100 à l'agriculture et environ 10 p. 100 aux services publics. Cette répartition montre qu'on a très peu investi dans les secteurs productifs de l'économie.

La croissance du PIB au cours de 1974/75 - 1980/81 est estimée à 11 p. 100 aux prix courants (de 220,3 millions de D à 419,6 millions de D) malgré un taux élevé des investissements de 21 p. 100 du PIB. On estime que la proportion des investissements bruts par rapport au PIB est passée de 11 p. 100 environ en 1975/76 à 29 p. 100 en 1980/81. Au cours de cette même période; le taux d'accroissement de la population a été estimé à 2,8 p. 100, ce qui indique une baisse du revenu par habitant. On estime que la croissance dans le secteur agricole est de 3 p. 100 aux prix courants. La baisse de la production agricole notamment vers la fin de la période couverte par le plan a été la principale cause de cette lente augmentation du PIB.

Les exportations sont tombées d'une valeur de 84 millions de D à 65 millions de D alors que les importations sont passées de 80 millions de D à 90 millions de D en raison principalement de l'augmentation des importations de produits alimentaires et de pétrole.

Objectifs de développement pour les années 80

Les objectifs et stratégies de développement de la Gambie pour les années 80 sont actuellement définis dans le cadre du deuxième Plan national de développement du pays (1981/81 - 1985/86). Ce plan n'est pas encore tout à fait au point mais il paraît trait que parmi les objectifs d'ensemble figure la transformation structurelle de l'économie avec une grande priorité accordée aux investissements dans des secteurs directement productifs, l'agriculture notamment. Les objectifs à court et moyen permettraient cependant de réduire la dépendance extrême à l'égard d'une seule culture d'exportation et de réaliser l'auto-suffisance dans le domaine alimentaire (céréales). L'objectif principal en ce qui concerne l'agriculture, consisterait à augmenter la productivité des petits agriculteurs notamment et à diversifier les cultures. Ce qui supposerait un système coordonné de services d'appui pour les facteurs de production, des facilités de crédit et de commercialisation ainsi que l'amélioration des techniques culturales aussi bien en ce qui concerne l'agriculture pluviale que la culture irriguée tel qu'on l'a envisagé dans le cadre du projet du barrage sur la Gambie qui permettrait d'aménager jusqu'à 24 000 hectares de terres dans le long terme.

Les objectifs et les stratégies définis ci-dessus couvriraient tous les secteurs; l'agriculture, l'élevage, les forêts, la pêche sont tous des secteurs qui ont un rôle important à jouer dans la transformation de l'économie et leurs relations avec les autres secteurs sont coordonnées de façon à maximiser les avantages pour l'économie et à satisfaire les besoins sociaux.

Au cours de la deuxième Plan de développement national, on prévoit que le PIB augmentera à un taux moyen annuel de 6 p. 100 alors que l'augmentation par habitant sera d'environ 3,4 p. 100 par an dans le cas où l'accroissement de la population serait de 10,6 p. 100 par an.

Ressources nécessaires pour les années 80

Le total des investissements prévus pour la période 1981/82 - 1985/86 s'élève à 786 millions de D et sur ce total les investissements dans le secteur public seraient de 664 millions de D, soit environ 85 p. 100 du total des investissements pour la période couverte par le plan. Le coût estimatif des projets qui seront réalisés au cours du plan s'élève à 810,6 millions de D, ce qui dépasse le montant des investissements

prévus pour le deuxième plan de développement national. Certains des projets ont déjà été commencés lors du premier Plan quinquennal alors que d'autres sont nouveaux, la moitié des dépenses au titre du deuxième Plan de développement national se feront sur des projets déjà commencés lors du premier Plan quinquennal.

La répartition (le pourcentage) des investissements par secteur montre que l'accent a été mis sur les secteurs productifs. C'est ainsi par exemple que l'agriculture absorberait environ 40 p. 100 du total de ces investissements ; cette part n'était que 13,6 p. 100 au cours du premier Plan quinquennal. La part des transports et des communications passerait de 43,2 p. 100 à 30,6 p. 100 alors que celle du logement et du développement urbain passerait de 1,9 p. 100 à 3,5 p. 100. La part de l'industrie demeurerait pratiquement la même, c'est-à-dire 3,5 p. 100 du total des investissements.

En ce qui concerne le financement des investissements, on prévoit qu'il couvrira jusqu'à 92 p. 100 du coût total au moyen de ressources extérieures et les 8 p. 100 restants proviendront de ressources intérieures qui s'élèveront à environ 744 millions de D. On a rappelé que lors du premier Plan quinquennal, plus de 70 p. 100 des investissements publics au titre du premier Plan quinquennal avaient été financés sur des ressources extérieures, principalement de subventions et de crédits à des conditions libérales. Cette dépendance à l'égard de l'assistance extérieure est encore plus visible dans le deuxième Plan de développement national du fait de l'insuffisance des excédents dégagés sur les recettes ordinaires, des possibilités limitées d'utiliser les réserves de devises et des problèmes du service de la dette découlant de prêts déjà accordés et qui devraient s'aggraver. Le total de la dette non amortie est estimé à 177 millions de D en juin 1981 et on prévoit qu'il atteindra 450 millions de D d'ici juin 1986 et que la proportion de la dette couverte par les exportations passera de 6,3 p. 100 à 21,7 p. 100 au cours de cette période.

Il faudrait, en outre disposer d'une assistance hors projet de façon à couvrir les coûts locaux en ce qui concerne les dépenses renouvelables liées aux projets de développement et soutenir la balance des paiements, assistance qui serait analogue à celle offerte dans le cadre des facilités du fonds du FMI dont l'extention va être

négoziée, le volume de l'assistance nécessaire dans ce domaine restant à définir.

Modalités de l'aide

L'expérience vécue avec les donateurs au cours des années 70 n'a pas été très encourageante. La mauvaise volonté constatée de plus en plus chez les donateurs, en particulier les donateurs traditionnels qui hésitent à transformer les prêts en dons et à augmenter la concessionnalité des prêts a été très manifeste ces dernières années. Seuls deux pays : les Etats Unis et la République fédérale d'Allemagne ont jusqu'ici annulé des dettes contractées par la Gambie. Par ailleurs, on s'est déclaré, préoccupé de l'écart de plus en plus considérable entre le volume des engagements et celui des décaissements. La pratique consistant à augmenter l'élément de contrepartie dans les prêts a été un facteur qui a contribué à affaiblir le pays sur le plan financier.

Ce qui a davantage perturber les finances de la Gambie, c'est qu'environ 75 p. 100 du financement externe se font sous forme de prêts au lieu de dons. De plus, ces prêts sont obtenus à des conditions très coûteuses. L'intérêt sur les prêts a augmenté considérablement, passant de 0,6 p. 100 en 74 à 4,6 p. 100 en moyenne en 79. Les échéances et les différés d'amortissement sont devenus plus courts passant de 43 à 24,8 ans et 8,2 à seulement 4,9 ans respectivement. Au cours des dernières années, on a de moins en moins transformé les prêts en dons et ces prêts sont de moins en moins libéraux comme c'était le cas il y a cinq ans. Alors qu'en 1974 il y avait dans les prêts un élément "dons" de 80 p. 100, en 1979 cette concessionnalité est brusquement tombée à 39 p. 100. Si cette tendance se poursuit ce sera un obstacle majeur pour l'exécution du deuxième Plan de développement quinquennal (1980/81 - 1985/86).

Conférence des Nations Unies et période suivant cette Conférence

On a eu des échanges de points de vue avec les fonctionnaires chargés de la planification concernant la préparation de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ainsi que sur les mesures à prendre après cette conférence. Ils ont dit qu'ils étaient convaincus que les institutions existantes pourraient s'occuper de cette question. Ils estiment qu'au niveau internal, la CNUCED pourrait être chargée de cette tâche si elle utilisait les moyens dont elle dispose, elle pourrait en particulier servir le secrétariat à la Conférence sur les pays les moins avancés. On a éga-

lement indiqué que la CEA pourrait jouer un rôle de coordination très important en Afrique. Sur la question de savoir si on pouvait envisager la création éventuelle d'institutions nouvelles, ils ont de façon catégorique dit que cela n'était pas indispensable.

B. LESOTHO : PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Introduction :

Sa situation de pays parmi les moins avancés et de pays enclavé fait que le Lesotho a une économie particulièrement vulnérable qui en fait tributaire de l'économie de l'Afrique du Sud pour des produits essentiels comme les produits alimentaires, le pétrole (les produits pétroliers), l'énergie électrique, les services de transport et la main d'oeuvre. Dans l'étude de la situation économique du pays, dans la définition des stratégies et dans l'estimation des ressources nécessaires au titre du programme d'action immédiate et du nouveau programme substantiel d'action, il faudrait tenir compte de la situation particulière de ce pays ainsi que de la fragilité de son économie. De façon à mieux comprendre la nature des obstacles au développement et analyser les résultats économiques et les perspectives futures aussi bien dans le cadre des programmes d'action immédiate que des besoins à moyen terme et des objectifs à long terme, il faut faire un bref historique de l'économie du pays.

Le Lesotho est devenu une nation indépendante en 1966, mais il lui reste à être indépendant sur le plan économique et devenir une nation souveraine capable de contrôler ses ressources humaines et matérielles. Les défis et problèmes de survie actuels que pose la création d'un état économiquement viable doivent être examinés dans le contexte des événements qui ont conduit à la situation actuelle du pays. Il est reconnu que le Basotholand était l'un des greniers de l'Afrique australe. Il n'y avait aucun problème en ce qui concernait les hommes et l'occupation des terres, la population du pays disait-on était en adéquation avec les ressources naturelles. L'agriculture et l'élevage permettaient à la population de vivre. Bien que traditionnel, le système d'utilisation des sols assurait les moyens de subsistance. Comme bergers, les habitants pratiquaient l'élevage sans connaître de graves problèmes de pâturage.

Une situation nouvelle s'est créée en Afrique du Sud au XIX^{ème} siècle qui a débouché sur des modifications radicales dans le système d'élevage au Lesotho. La décou-

verte de minéraux, l'industrialisation, ainsi que l'émergence d'une agriculture commerciale en Afrique du Sud ont donné lieu entre autres à une demande de main-d'oeuvre qui a résulté dans un mouvement de travailleurs migrants vers l'Afrique du Sud. Cette évolution a eu certaines répercussions sur l'économie du Lesotho en général, sur le développement de l'agriculture et l'emploi en particulier. La situation singulière de ce pays de même que l'ensemble des problèmes que connaissent tous les pays les moins avancés nécessitent qu'on traite et examine de façon particulière la mobilisation des ressources aux niveaux national et international.

Résultats économiques globaux

Les résultats économiques globaux du Lesotho ont été essentiellement compromis par les résultats obtenus dans l'agriculture qui est le secteur prédominant dans l'économie. On a estimé que la croissance du PIB depuis le milieu des années 70 a été environ 5 p. 100. Par ailleurs, on a estimé que le taux de croissance du PNB serait de 9 p. 100 au cours de la même période, ce qui traduit l'importance du rapatriement des salaires des travailleurs migrants. Il convient de noter toutefois que la production agricole a régulièrement baissé du fait de nombreuses et diverses contraintes liées à ce secteur.

La première tentative de planification du développement a eu lieu au début de la dernière décennie (1970-71/1974-75) et l'objectif global du premier plan de développement a consisté à jeter les bases indispensables aux besoins de développement ultérieurs. Le but essentiel étant d'atteindre une croissance du PIB de 5 p. 100 par an, on a réalisé une croissance de 27 p. 100 du PIB pour l'ensemble de la période couverte par le Plan.

Le deuxième Plan de développement quinquennal a démarré plus tard (1975/76 - 1979/80), les principaux objectifs étant les mêmes que pour le premier Plan, à savoir augmenter la production totale de 46 p. 100 au coût des facteurs en mettant parallèlement l'accent approprié sur la production non agricole et améliorer les infrastructures tant économiques que sociales notamment dans les zones rurales. Le PIB au cours de la période a augmenté de 35 p. 100, mais le PIB par habitant n'a augmenté que de 28 p. 100 au cours de cette période. La population de son côté s'est accrue de 2,3 p. 100 par an.

Les dépenses publiques d'équipement prévues dans le cadre du premier Plan ont atteint 28,8 millions de Meloti (M), alors que les dépenses effectives ne se sont élevées qu'à 83 p. 100 de ce montant. La raison essentielle étant les délais entre l'élaboration des programmes d'une part, et la négociation et le décaissement de l'assistance extérieure de l'autre.

Pour le deuxième Plan de développement, le programme d'investissements publics a été estimé à 112 millions de M, ultérieurement révisé en hausse à 191 millions de M et les dépenses effectives se sont élevées à 127 millions de M.

Concernant les finances publiques, la nécessité d'élargir la base des recettes s'est fait sentir au cours du premier et du deuxième plans. Les recettes ordinaires sont passées de 11,64 millions de R en 1970/71, à 98 millions de R en 1979/80. Par ailleurs les dépenses ordinaires qui étaient de 11,42 millions de R ont atteint 80 millions de R au cours de la même période. Les dépenses d'équipement sont passées de 1,76 million de R à environ 15 millions de R (dans ce montant est comprise une assistance extérieure assez importante).

Pour le troisième Plan quinquennal (1980/81 - 1984/85), on prévoit que le total estimatif de 106 millions de recettes en termes réels (prix de 1980/81) tombera à 92 millions de M du fait de la diminution des recettes douanières. Le total des dépenses est estimé à 88 millions de M. par an au cours de la période couverte par le Plan. En fait l'excédent des recettes sur les dépenses tomberait de 18 millions de M en 1980/81 à 4 millions de M en 1984/85. Il ressort clairement de ces prévisions qu'il est nécessaire d'obtenir davantage de recettes et de dégager un excédent de recettes sur les dépenses suffisant de façon à pouvoir financer une bonne partie des dépenses d'équipement, ce qui doit bien sûr être complété par une aide extérieure consentie à des conditions très libérales.

Objectifs de développement pour les années 80

Parmi les objectifs essentiels du troisième Plan de développement (1980-1985) figurent l'autonomie à long terme; notamment en ce qui concerne l'autosuffisance dans le domaine céréalier, le développement des services nationaux, la création d'emplois productifs dans l'agriculture et l'industrie. Pour augmenter la productivité agricole, la conservation des ressources en terres et en eau devrait constituer la stratégie

essentielle. Dans le secteur industriel, il faudrait choisir la technologie appropriée et renforcer les institutions financières de façon à augmenter les investissements destinés à créer des emplois. Dans le troisième Plan de développement quinquennal on devrait mettre l'accent qu'il convient sur la participation des populations rurales aux activités de développement aussi bien en ce qui concerne la planification que l'exécution des projets faisant appel à l'initiative personnelle. En plus de ces objectifs globaux, des mesures politiques et des stratégies spécifiques conformes aux principes déjà définis seront envisagées pour chaque secteur.

Ressources nécessaires pour les années 80

Dans le troisième Plan quinquennal, on indique les ressources et le financement extérieur nécessaires. On a identifié des programmes et des projets destinés à atteindre les objectifs du Plan. Il y a eu en 1979 une étude portant sur le troisième Plan quinquennal qui a été suivie d'entretiens avec des donateurs potentiels en novembre 1980. A l'heure actuelle, divers organismes gouvernementaux procèdent à un examen supplémentaire des projets en tenant compte des objectifs fondamentaux suivants en ce qui concerne les projets à réaliser :

- a) Prospection et mise en valeur des ressources naturelles,
- b) Mobilisation des ressources humaines,
- c) Création d'emplois, l'accent étant mis sur les techniques à forte intensité de main d'œuvre,
- d) Evaluation du niveau de vie des populations rurales,
- e) Réduction progressive de la dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud.

Sous réserve de modifications pouvant intervenir dans les estimations, les ressources nécessaires ont été évaluées à environ 110 millions de M pour l'ensemble des trois phases - ressources nécessaires dans l'immédiat, ressources nécessaires à moyen terme et ressources nécessaires à long terme :

- a) Ressources nécessaires dans l'immédiat - 1982/83-1983/84 39 890 000 de M
- b) Ressources nécessaires à moyen terme - 1984/85-1986/87 45 361 000 de M
- c) Ressources nécessaires à long terme - 24 774 000 de M

Total = 110 025 000 de M

Le montant des ressources nécessaires indiqué ci-dessus est très modique et s'explique en partie par le fait que les coûts des programmes dont le financement a déjà été acquis ne sont pas compris dans les chiffres précédents. Il faut donc avoir un tableau global des ressources nécessaires pour l'ensemble de la période couverte par le Plan. Par ailleurs, il serait utile de connaître la proportion des ressources qui seraient mobilisées sur le plan national et de savoir le montant qu'il faudrait obtenir de sources extérieures. Cela reste à définir en tenant compte notamment de l'affectation des ressources aux principaux secteurs de l'économie. Prenant en considération les besoins de développement du pays, la nature des problèmes ainsi que la vulnérabilité de l'économie qui est entièrement tributaire de l'Afrique du Sud on devrait prier instamment la communauté internationale d'apporter des solutions appropriées à la situation particulière du Lesotho.

Modalités de l'aide

Le Lesotho a une très longue expérience des donateurs. Les représentants des organismes donateurs et des institutions financières se sont rencontrés à trois reprises à Maseru en 1975, 1977 et 1979 pour étudier les moyens d'assister et de renforcer l'économie du Lesotho. La dernière réunion avait pour objet spécifique de permettre des consultations avec les partenaires de l'aide avant la mise au point définitive et le lancement du Plan de développement quinquennal du pays (1980-1985). Lors de ces réunions, les représentants du Lesotho ont soulevé de nombreuses questions pertinentes et urgentes, portant notamment sur une orientation de l'économie qui serait moins vulnérable aux pressions extérieures exercées par l'Afrique du Sud, où les objectifs seraient bien définis et les secteurs prioritaires déterminés.

Ces relations avec les donateurs n'ont pas été très heureuses. De l'avis des fonctionnaires du Lesotho, bien que leur cas soit clair et sans équivoque et malgré la nature particulière de leur économie et les vigoureux efforts déployés pour augmenter l'aide à leur pays, les réponses obtenues jusqu'ici n'ont pas été satisfaisantes. Ils ont souligné que les donateurs semblaient obéir à des mesures d'incitation politiques bilatérales au lieu de s'en tenir aux principes stricts de stratégies globales auxquelles eux-mêmes sont associés. Les fonctionnaires ont souligné la nécessité de renforcer les infrastructures de base comme condition préalable à un développement économique rapide et d'améliorer la capacité d'absorption de l'économie. Le financement de projets relatifs aux routes, à la production d'électricité est coûteux

pour le Lesotho et les fonctionnaires invitent les donateurs à apporter leur assistance dans ce domaine prioritaire. Il est également important de disposer d'une aide dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage de façon à réduire les pénuries alimentaires aiguës, permettre de procéder à un traitement plus poussé de la laine (le principal produit d'exportation) - en créant des laboratoires destinés à améliorer davantage les compétences du personnel local ainsi que des programmes intégrés d'amélioration du cheptel, comme l'extension des centres d'engraissement du bétail et de transformation de la viande. De sérieux problèmes énergétiques, aggravés par l'embargo à l'encontre de l'Afrique du Sud, exigent que les donateurs accordent une attention immédiate à la façon d'atténuer les effets des prix énergétiques élevés que le Lesotho paie actuellement. On s'est également dit préoccupé en ce qui concerne le financement des coûts locaux et on invite les donateurs à prendre note de cette préoccupation. Les avances accordées pour des projets financés par des donateurs et les demandes de remboursement après les engagements de dépenses constituent une charge supplémentaire pour le Trésor qui est souvent obligé de payer des intérêts commerciaux sur les découverts. A ce propos, les donateurs sont instamment priés de simplifier leurs procédures et d'effectuer les décaissements à temps.

On devrait accorder une attention particulière à la qualité de l'assistance de façon à ce qu'elle puisse répondre aux besoins spécifiques de l'économie du Lesotho. Une aide plus importante sous forme de dons et de prêts à des conditions de faveur est particulièrement nécessaire. Les organismes des Nations Unies peuvent élaborer des programmes d'assistance spéciaux et jouer le rôle de catalyseurs en ce qui concerne le suivi et l'examen des progrès accomplis.

Lors de la réunion tenue au ministère de la planification, les fonctionnaires ont hautement apprécié le rôle actuel de la CEA consistant à rechercher les moyens de sensibiliser la communauté internationale aux problèmes des pays africains les moins avancés. Il a été recommandé que la CEA étende ses services consultatifs et entame un dialogue constructif avec les donateurs pour les sensibiliser davantage aux problèmes et difficultés que connaissent sur le plan économique les pays africains les moins avancés.

Au cours de la réunion, il a été proposé que la CEA informe périodiquement les pays les moins avancés sur les progrès réalisés ainsi que sur les formes des

actions futures au niveau sous-régional et régional. On a également proposé que la CEA, en tant que commission régionale comprenant parmi ses membres les deux tiers de tous les pays les moins avancés participe plus activement à la Conférence des Nations Unies et aux consultations des différents pays avec les donateurs de façon à examiner les progrès accomplis et suivre l'exécution des programmes. Le Gouvernement du Lesotho n'approuve la création d'aucune institution après la Conférence et voudrait simplement que la CEA en tant que commission régionale, avec le concours de la CNUCED, essaie de déterminer quelle devrait être la position des donateurs à l'égard de l'assistance des pays les moins avancés.

C. MALAWI : PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Introduction

En examinant les résultats économiques du Malawi au cours des années 70, on est tenté de commencer par la fin de la décennie plutôt que par le début, en raison du fait que les résultats obtenus au cours de la décennie ont été éclipsés par des difficultés énormes notamment en 1979 à la suite d'une sécheresse qui a eu des conséquences néfastes sur la production agricole. La production agricole, celle destinée à la consommation intérieure comme celle destinée à l'exportation a été sévèrement touchée par la sécheresse, ce qui a créé de graves déséquilibres. Par suite des mauvais résultats obtenus dans l'agriculture, les activités économiques nationales dans leur ensemble se sont ralenties, le secteur des exportations a également été touché et les recettes de l'Etat ont été sérieusement compromises, ce qui a rendu les efforts d'ajustement encore plus ardu.

Parallèlement au scénario susmentionné, la situation économique internationale a apporté d'autres problèmes. Les prix des principales exportations du Malawi comme le thé et le tabac ont chuté. Les taux d'inflation élevés, les prix du pétrole et les coûts des transports notamment ont créé une situation dont les effets nets ont été défavorables pour les termes de l'échange du Malawi.

Le ralentissement des activités économiques constaté vers la fin de la décennie ainsi que la diminution des recettes publiques ont empêché le gouvernement de recourir à des emprunts du système bancaire. Les mesures restreignant l'extension du crédit à la consommation ont créé des problèmes non seulement au secteur privé, mais également aux organismes parapublics qui à leur tour ont exercé des pressions sur le gouvernement pour obtenir un soutien financier.

On a également connu une hausse très importante des prix à cette période. L'inflation importée ainsi que les prix intérieurs des produits alimentaires notamment ont considérablement augmenté en raison de la sécheresse qui a touché certaines régions du pays.

La crise a eu des effets encore plus graves sur la balance des paiements d'autant plus que les réserves de devises ont subi des pressions graves et continuelles.

Du fait de la chute des recettes d'exportation d'une part et de la facture d'importation de plus en plus élevée de l'autre, le déficit du compte d'opérations courantes s'est aggravé et la ponction sur les réserves de devises a été rapide. En conséquence, la couverture des importations qui normalement portait sur cinq mois est tombée à un mois. Parallèlement, l'augmentation de la dette extérieure, en particulier le durcissement des conditions de l'aide au cours des dernières années ont fait que les perspectives en ce qui concerne le service de la dette sont très sombres, vu la détérioration de la situation économique aussi bien sur le plan intérieur qu'international.

On analyse donc les résultats économiques du Malawi au cours des dernières années avec espoir et appréhension. D'une part, l'économie ayant une base agricole développée a pu satisfaire la plupart des besoins alimentaires du pays malgré des conditions climatiques défavorables et résister à la crise et s'est donc remarquablement comportée au cours de l'ensemble de la décennie. D'autre part, vers la fin de la décennie notamment, comme on l'a déjà indiqué, l'économie a subi tout particulièrement les effets de la flambée des prix du pétrole, de la désorganisation des moyens de communications, de l'augmentation des coûts de transport et des problèmes causés par un service de la dette de plus en plus lourd. Cependant, même si au stade actuel on ne peut évaluer de façon complète les perspectives pour les années 80, il semblerait qu'il y a des raisons d'espérer pour l'avenir.

Résultats économiques globaux

Le PIB au cours des années 70 a augmenté d'environ 16 p. 100 par an au coût courant des facteurs, soit 6,5 p. 100 environ en termes réels. Vers la fin de la décennie, cette tendance s'est inversée, la croissance du PIB en 1979 diminuant jusqu'à atteindre 6 p. 100 en termes réels. Les principales causes de cette baisse ont été une faible production agricole due à des conditions climatiques défavorables et à un mauvais comportement du secteur manufacturier tributaire de l'agriculture, parallèlement la situation économique internationale, notamment les effets de l'inflation, la flambée des prix du pétrole et les pénuries de facteurs de production et de pièces de rechange essentiels importés ont causé de sérieux problèmes.

Au cours de la décennie, des efforts remarquables ont été faits pour améliorer la capacité de production de l'économie comme l'indique le niveau de la formation de

capital. La formation de capital intérieur brut est passée de 58,5 millions de Kwacha en 1970 à 318 millions de Kwacha en 1978, tombant à 300 millions de K en 1979, soit une augmentation moyenne annuelle de 24,6 p. 100 pour la période. Le rapport de la formation de capital fixe au PIB a été en moyenne de 24,6 p. 100 au cours de la période. Il convient de noter que la formation brute de capital fixe dans le secteur public au cours de cette période a été de 58,5 p. 100.

L'épargne intérieure brute est passée de 29,5 de K à 174,5 millions de K à 108,5 millions de K en 1979. La part de l'épargne intérieure brute dans le PIB qui en 1970 était de 10,3 p. 100, a presque doublé en 1978 pour atteindre 20,4 p. 100 encore qu'elle soit tombée à 10,2 p. 100 en 1979. Pour l'ensemble de la décennie, la formation brute de capital fixe financée par l'épargne intérieure a été de 53 p. 100 les 47 p. 100 restants ont été financés par des dons et des prêts en provenance de sources bilatérales, d'organisations internationales et d'institutions financières.

Concernant la structure des investissements, l'accent a été mis sur le développement des infrastructures comme les transports et les communications, la mise en valeur des ressources en eau, l'énergie, notamment l'électricité. Les efforts déployés pour éliminer les derniers goulets d'étranglement d'ordre infrastructurel dans les transports notamment, sont indispensables dans un pays enclavé comme le Malawi. Les investissements dans les secteurs du bâtiment et de la construction ont également été augmentés. Le désir de construire une nouvelle capitale, Lilongwe, ainsi qu'un nouvel aéroport international ont fourni l'élan nécessaire au secteur de la construction, il y a eu notamment des investissements dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et d'autres infrastructures et installations urbaines.

Il convient de noter ici que, bien que le plan des investissements précédents qui mettait l'accent approprié sur le développement des infrastructures ait réellement permis de créer des moyens de production, il serait nécessaire de revoir la politique des ressources et d'affectation des investissements en tenant compte des contraintes sur les ressources (intérieures comme extérieures), de la nécessité urgente de s'adapter à la crise actuelle ainsi que des priorités à court et moyen termes liées à un développement économique et social équilibré au cours des années 80.

Objectifs de développement pour les années 80

Il reste à définir les objectifs de développement, les stratégies et les ressources nécessaires à long terme pour l'ensemble de la décennie. Les préparatifs relatifs au mémoire devant être présenté aux donateurs n'étaient pas encore achevés lorsque la mission a eu lieu et par conséquent, les renseignements nécessaires n'ont pu être obtenus. En ce qui concerne les ressources nécessaires, on a indiqué qu'il faudrait éventuellement 5,5 milliards de K environ en provenance de sources extérieures pour un programme d'investissements de dix ans.

Entre temps, cependant, à des fins budgétaires, un programme quinquennal d'investissements a été élaboré qui sert de base à l'établissement de l'actuel budget gouvernemental (1981/1982). Le principal objectif de ce programme c'est de permettre d'opérer les ajustements nécessaires destinés à corriger les déséquilibres actuels dans l'économie intérieure et les secteurs extérieurs au moyen de mesures politiques appropriées.

Sur le plan intérieur, des mesures fiscales parmi lesquelles une augmentation des impôts sont envisagées en vue d'obtenir une mobilisation efficace des ressources. Il faudrait faire des efforts pour freiner l'augmentation des dépenses de fonctionnement afin d'augmenter les dépenses d'équipement. Par ailleurs, il faudrait également prendre des mesures destinées à améliorer les résultats financiers des entreprises publiques parmi lesquelles notamment des politiques de prix appropriées pour les entreprises publiques. Dans le domaine financier le principal objectif est d'augmenter la part des recettes dans le PIB pour qu'il atteigne son niveau antérieur de 22-23 p. 100.

Concernant le commerce extérieur, il s'agit d'inverser la tendance constatée dans les termes de l'échange qui s'est traduite par des déficits de plus en plus importants du compte des opérations courantes, ce qui a créé de sérieux problèmes pour la balance des paiements. A ce propos, il s'agirait essentiellement d'augmenter le volume des exportations en élargissant la base des exportations agro-industrielles au moyen de la diversification et de l'amélioration des mesures d'incitation offertes aux petits agriculteurs, ce qui entraînerait sans nul doute l'affectation de ressources plus importantes à l'agriculture ainsi qu'une exécution plus efficace des programmes d'investissements.

Compte tenu des objectifs susmentionnés, on a indiqué les objectifs à atteindre en ce qui concerne la croissance du PIB au cours de la période 1981-85. On prévoit de réaliser une croissance du PIB de 3,5 p. 100 pour 1980-82, de 5,5 6 p. 100 pour 1983-85 et de 5,2 p. 100 pour l'ensemble de la période 1981-85, soit un taux de croissance moyenne annuelle de 16,5 p. 100 aux prix courants. Le taux moyen des investissements est estimé à 1,5 p. 100 par an pour 1981-85. On considère que ce taux moyen est faible en raison de la diminution des investissements publics de 24 p. 100 au cours de la période 1980-81.

Comme déjà indiqué ci-dessus, les ressources nécessaires, intérieures tant qu'extérieures, pour l'ensemble des années 80 n'ont pas encore été indiquées. Les chiffres budgétaires cependant montrent que le total des dépenses pour l'exercice 1981/82 sera de 392,10 millions de K qui passera à 565,94 millions de K pour l'exercice 1985-86, ce qui implique une diminution de la part du PIB qui passera de 28 p. 100 à 22 p. 100. Les dépenses de fonctionnement augmenteront de 236,11 millions de K pour l'exercice 1981/82 à 319,72 millions de K pour l'exercice 1985/86. Les dépenses d'équipement passeraient de 155,99 millions de K pour l'exercice 1981/82 à 246,22 millions de K pour l'exercice 1985/86. Le financement de ces dépenses s'effectuera en gros comme suit : au cours de la première année du programme le déficit global serait de 124,11 millions de K, non compris les 51,95 millions de K provenant de dons et de remboursements. Le déficit global serait financé par un emprunt extérieur d'un montant de 76 millions de K et par un emprunt intérieur de 48 millions de K. A la fin de l'année couverte par le programme, on estime que le déficit global serait de 23,37 millions de K en supposant que le total des dons et des remboursements serait de 171,93 millions de K, ce qui implique un emprunt extérieur moins important (12,38 millions de K pourraient être obtenus) et pratiquement aucun recours à l'emprunt intérieur. On ne devrait pas perdre de vue toutefois que la réussite des efforts dépendra des campagnes menées pour la mobilisation et l'affectation des ressources à des secteurs prioritaires ainsi que de l'effet des mesures politiques sur le secteur extérieur de l'économie.

Modalités de l'aide

L'expérience qu'a acquise le Malawi en ce qui concerne les prêts et l'aide a été généralement pénible tout au long des années 70. La plupart des prêts obtenus par le Malawi l'ont été à des conditions très dures sauf ceux que lui a accordés la Répu-

blique fédérale d'Allemagne et qui ont dernièrement été transformés en dons. Le Malawi a également souffert de l'aide liée qui ne lui a pas pleinement permis de profiter de sources d'approvisionnement meilleur marché. La pratique de plus en plus répandue de remboursements comportant un intérêt sur les paiements différés a considérablement aggravé la situation financière du Malawi. Avec le remboursement différé, le montant des fonds de contrepartie locaux n'a pu être géré convenablement du fait d'une inflation galopante. La faible proportion des décaissements par rapport aux engagements estimée à 50 p. 100 est un autre domaine de mécontentement. Ainsi, le caractère non concessionnel de plus en plus répandu des prêts et les décaissements qui ne sont pas effectués à temps ont dernièrement obligé le Malawi à mettre davantage l'accent sur le développement de secteurs autonomes comme l'agriculture et ses activités connexes.

Conférence des Nations Unies/Période suivant la conférence

Les fonctionnaires du Malawi n'ont pas encore décidé du type de mesures à prendre après la Conférence des Nations Unies. Cependant, ils ont fortement souligné le rôle que la CEA devrait jouer pour traduire les engagements en programmes concrets. Ils se sont déclarés convaincus que la Conférence de la CEA des ministres des pays africains les moins avancés fournirait l'occasion d'élaborer les directives nécessaires à cet effet.

D. SOUDAN : PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Introduction

Le Soudan est l'un des pays les plus étendus d'Afrique. Bien qu'il ait consacré des ressources considérables à l'agriculture commerciale, c'est un importateur net de produits alimentaires. Les résultats économiques globaux du Soudan au cours de la dernière décennie ont en général été mauvais. On peut dire que l'économie est caractérisée par la lenteur de la croissance du PIB, l'augmentation énorme de la masse monétaire doublée d'une inflation élevée ainsi qu'une augmentation sans précédent des déficits des comptes courants, ce qui pose de sérieux problèmes à la balance des paiements.

Le premier plan de développement quinquennal a été lancé en 1970/71 et plus tard prolongé jusqu'en 1976/77. Les principaux objectifs de ce plan consistaient à

éliminer de graves goulets d'étranglement structurels, à étendre les projets d'irrigation dans l'agriculture et les agro-industries et à fournir les services sociaux essentiels aux populations. Bien qu'on ait obtenu des résultats encourageants au début, l'économie s'étant développée de 4 à 5 p. 100 en moyenne, le pays a par la suite connu de sérieuses contraintes financières portant aussi bien sur les ressources intérieures qu'extérieures.

Le plan de six ans de développement économique et social (1977/78-1982/83) a été ultérieurement lancé, avec des investissements publics estimés à 1 milliard 570 millions de livres soudanaises. Il s'agissait essentiellement de réaliser un taux de croissance du PIB de 7,5 p. 100 par an en termes réels. Plusieurs problèmes cependant ont entravé la mise en oeuvre du plan. Parmi les difficultés financières, il y a eu notamment un manque à gagner en ce qui concerne les excédents de recettes publiques, la lenteur du décaissement de l'assistance extérieure et la détérioration des termes de l'échange due à des prix du pétrole plus élevés.

Résultats globaux

L'accent mis sur la production des principaux produits alimentaires comme le blé, l'arachide, la canne à sucre a eu des effets néfastes sur les cultures d'exportation comme le coton dont les exportations ont chuté, compromettant la balance des paiements et se traduisant par une ponction grave des réserves de devises, ce qui a causé des difficultés sérieuses pour l'importation de produits essentiels comme le pétrole, les matières premières et les pièces de rechange et causé également des problèmes en ce qui concerne le service de la dette. Comme conséquence de ces faits défavorables, la part du total des investissements publics dans le PIB a diminué. Cela a été naturellement suivi d'une diminution du volume des exportations dont le résultat a été une croissance négative du PIB en 1978/79 et 1979/80 par rapport à une croissance moyenne annuelle de 7 p. 100 du PIB réel au cours des deux années précédentes. Au cours de l'ensemble des années 70, la croissance du PIB en termes réels a été estimée à 3,3 p. 100 alors que la croissance du revenu par habitant pour 1970-1979 n'était que de 0,8 p. 100 en termes réels.

Les tâches à effectuer au cours des années 80

Il faudrait dans l'immédiat et le court terme opérer les ajustements que nécessite la crise économique actuelle en inversant la tendance à la détérioration de la

éliminer de graves goulets d'étranglement structurels, à étendre les projets d'irrigation dans l'agriculture et les agro-industries et à fournir les services sociaux essentiels aux populations. Bien qu'on ait obtenu des résultats encourageants au début, l'économie s'étant développée de 4 à 5 p. 100 en moyenne, le pays a par la suite connu de sérieuses contraintes financières portant aussi bien sur les ressources intérieures qu'extérieures.

Le plan de six ans de développement économique et social (1977/78-1982/83) a été ultérieurement lancé, avec des investissements publics estimés à 1 milliard 570 millions de livres soudanaises. Il s'agissait essentiellement de réaliser un taux de croissance du PIB de 7,5 p. 100 par an en termes réels. Plusieurs problèmes cependant ont entravé la mise en oeuvre du plan. Parmi les difficultés financières, il y a eu notamment un manque à gagner en ce qui concerne les excédents de recettes publiques, la lenteur du décaissement de l'assistance extérieure et la détérioration des termes de l'échange due à des prix du pétrole plus élevés.

Résultats globaux

L'accent mis sur la production des principaux produits alimentaires comme le blé, l'arachide, la canne à sucre a eu des effets néfastes sur les cultures d'exportation comme le coton dont les exportations ont chuté, compromettant la balance des paiements et se traduisant par une ponction grave des réserves de devises, ce qui a causé des difficultés sérieuses pour l'importation de produits essentiels comme le pétrole, les matières premières et les pièces de rechange et causé également des problèmes en ce qui concerne le service de la dette. Comme conséquence de ces faits défavorables, la part du total des investissements publics dans le PIB a diminué. Cela a été naturellement suivi d'une diminution du volume des exportations dont le résultat a été une croissance négative du PIB en 1978/79 et 1979/80 par rapport à une croissance moyenne annuelle de 7 p. 100 du PIB réel au cours des deux années précédentes. Au cours de l'ensemble des années 70, la croissance du PIB en termes réels a été estimée à 3,3 p. 100 alors que la croissance du revenu par habitant pour 1970-1979 n'était que de 0,8 p. 100 en termes réels.

Les tâches à effectuer au cours des années 80

Il faudrait dans l'immédiat et le court terme opérer les ajustements que nécessite la crise économique actuelle en inversant la tendance à la détérioration de la

balance des paiements par la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et le développement des exportations, par un relèvement du niveau d'utilisation des capacités existantes dans le secteur de l'industrie et des transports par exemple et par la correction des déséquilibres de la situation financière intérieure.

A cette fin, on a envisagé un programme d'investissements de trois ans (1980/81-1982/83). Le degré de réalisation des objectifs du programme déterminera en fait les objectifs à moyen et à long terme pour l'ensemble de la décennie, ce qui implique un accroissement important du taux de croissance global et du revenu par habitant, des changements structurels dans l'économie, l'amélioration des infrastructures et du compte des paiements extérieurs ainsi qu'un développement régional et sectoriel équilibré.

Pour réaliser les objectifs susmentionnés à la fois pour le court et moyen terme, on devrait dans la stratégie à court terme mettre l'accent sur la réorganisation et l'augmentation de la productivité des établissements existants, achever les projets en cours dans les secteurs des transports et de l'énergie y compris la mise en valeur des ressources en eau, deux sous-secteurs ayant une importance cruciale pour l'agriculture et l'industrie.

Il s'agit au cours du programme d'investissements de trois ans de réaliser un taux de croissance global de 6 p. 100 qui passerait à 7,5 p. 100 vers la fin des années 80, qui implique un taux de croissance annuelle de 7 p. 100 des recettes d'exportation au cours de la première moitié de la décennie et de 8 p. 100 pour l'ensemble de la décennie.

Dans le secteur manufacturier, l'accent sera mis sur les agro-industries et la production de facteurs de production agricoles comme les engrais, les insecticides, les pièces de rechange et les outils agricoles. Deuxièmement, il faudrait envisager le développement des infrastructures de base notamment dans le secteur énergétique, d'industries orientées vers l'exportation ainsi que la prospection des minéraux. Il convient de noter cependant que comme dans le cas de l'agriculture, il serait vital de déployer des efforts destinés à réaliser l'autosuffisance en ce qui concerne les produits de consommation essentiels comme le sucre, le textile et le ciment également.

La réalisation des objectifs susmentionnés ainsi que l'autosuffisance dans le domaine pétrolier d'ici la fin des années 80 demandent beaucoup d'efforts et une gestion efficace de l'économie si l'on veut résoudre la crise actuelle.

Ressources nécessaires pour les années 80

Les ressources financières nécessaires ont été établies d'après le programme d'investissements pour la période à court terme comprise entre 1980/81 et 1982/83 et d'après les investissements nécessaires à moyen terme entre 1983/84 et 1985/86. Pour les besoins à court terme le total des ressources extérieures nécessaire serait de 1 milliard 940 millions de livres soudanaises dont 900 millions de livres soudanaises de coûts en devises, 215 millions de livres soudanaises en coûts locaux et 825 millions de livres soudanaises pour les fonds de contrepartie et de soutien financier. Pour les besoins à court terme, le total des ressources extérieures est estimé à 5 milliards 200 millions de livres soudanaises. Sur ce total, les coûts en devises seraient de 2 milliards 605 millions de £S , les coûts locaux s'élèveraient à 675 millions de £S et les fonds de contrepartie et de soutien financier seraient de 1 milliard 920 millions de £S .

Sur les ressources extérieures nécessaires pour la période de trois ans et qui s'élèvent à 1 milliard 940 millions de £S , 910 millions de £S devraient provenir d'engagements antérieurs et 1 milliard 30 millions de £S restants de décaissements supplémentaires. De même pour la période de six ans sur les 5 milliards 200 millions de £S , les décaissements prévus à partir d'engagements antérieurs s'élèvent à 1 milliard 240 millions de £S et les décaissements supplémentaires à 3 milliards 960 millions de £S .

On voit clairement les incidences sur les finances publiques des besoins définis ci-dessus. Comme dans tous les pays les moins avancés, le problème le plus sérieux qui se pose au Soudan c'est comment augmenter l'épargne publique en dégagant suffisamment d'excédents de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires de façon à financer les dépenses d'équipement, couvrir une bonne partie des coûts locaux et accélérer le décaissement des ressources extérieures en effectuant les versements anticipés nécessaires. Cette tâche ne semble pas aisée compte tenu de l'importance des fonds nécessaires.

Au cours de la première année du programme d'investissements (1980/81) le déficit global serait de 680 millions de ¥S, dont 440 millions pour les dépenses d'équipement et 240 millions représentant l'excédent des dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires. Pour l'ensemble du programme d'investissements de six ans, le déficit global est estimé à 6 milliards 311 millions de ¥S soit 4 milliards 705 millions de ¥S pour les dépenses d'équipement et 1 milliard 611 millions de ¥S représentant l'excédent des dépenses ordinaires sur les recettes ordinaires. Le montant de l'emprunt intérieur serait de 337 millions de ¥S pour la période de trois ans et de 706 millions pour la période de six ans. En tenant compte de tous ces éléments, il faudrait mobiliser des ressources intérieures supplémentaires estimées à 410 millions de ¥S pour la période à moyen terme.

Il faudrait souligner que les besoins indiqués ne portent que sur la moitié de la décennie du développement. Le montant des engagements que prendront les donateurs pour couvrir ces besoins ainsi que les ressources nécessaires pour l'ensemble de la décennie seraient en fait d'une importance capitale. Le gouvernement de son côté doit intensifier ses efforts sur deux plans : contenir les dépenses ordinaires dans des limites raisonnables, dégager des recettes fiscales et non fiscales au moyen des réformes indispensables, améliorer l'administration des impôts et rationaliser les opérations des entreprises publiques de façon à produire des ressources supplémentaires destinées à combler le déficit intérieur.

Modalités de l'aide

Le Soudan a, durant les années 70 eu des rapports peu satisfaisants avec les donateurs et les organismes de prêts. Pour ne pas perturber le rythme du développement et devant la mauvaise volonté manifestée de plus en plus par les donateurs, le Soudan a dû recourir à des prêts très "durs". La proportion de l'aide accordée à des conditions de faveur dans l'ensemble des prêts n'a cessé de décroître au cours des deux dernières années notamment. La plus grande partie de l'assistance ne tient pas compte des réalités économiques du pays et n'est pas axée sur des projets de développement à long terme ayant une importance cruciale pour le développement des infrastructures. Au Soudan, on préférerait une assistance qui porte davantage sur des programmes de reconstruction à une accumulation importante de capitaux qui ne s'accompagnerait pas d'une augmentation de la production. On devrait, compte tenu de la détérioration des termes de l'échange, mettre davantage l'accent sur des programmes

d'allègement de la dette et de soutien à la balance des paiements. On devrait inviter les institutions financières et d'assistance technique multilatérales à faire preuve de plus de souplesse lorsqu'elles examinent ces questions. A ce propos, le FMI par exemple, devrait être instamment prié de changer son programme annuel en un programme de cinq ou six ans de façon à permettre un ajustement structurel.

Conférence des Nations Unies/mesures à prendre après la Conférence

Le Soudan n'encourage pas la création de dispositifs institutionnels après la Conférence. Il préférerait que les organisations internationales (comme l'ONU) participent davantage à la mobilisation des ressources en faveur des pays les moins avancés et notamment que le PNUD soit doté de moyens plus importants pour suivre et examiner les progrès accomplis dans ce domaine. Le Soudan appuie vigoureusement la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés convoquée pour juillet 1981 qui permettrait d'arrêter une position commune des pays africains.